

Document provisoire¹

6^e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants

Cadre d'action global de Marrakech contre le travail des enfants

Préambule

Nous, représentants des gouvernements, des organisations d'employeurs et des organisations de travailleurs, en collaboration avec les organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des organisations de la société civile, des entreprises, des enfants et des établissements universitaires, réunis à Marrakech du 11 au 13 février 2026 à l'occasion de la 6^e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants;

Rappelant la cible 8.7 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes en 2025; la convention (n° 182) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, 1999, et la convention (n° 138) de l'OIT sur l'âge minimum, 1973; la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, 1998, telle qu'amendée en 2022; et la convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, en particulier les articles 32 et 12;

Réaffirmant l'importance des principes et droits fondamentaux au travail pour l'élimination du travail des enfants, lesquels constituent des droits humains universels, immuables, indissociables, interdépendants et qui se renforcent mutuellement;

Réaffirmant l'importance des organisations d'employeurs et des organisations de travailleurs ainsi que le rôle central du dialogue social dans l'élimination du travail des enfants;

Reconnaissant que les solutions visant à combattre le travail des enfants nécessitent une approche fondée sur les droits humains et centrée sur les survivants – reposant sur les principes fondamentaux de responsabilité, de participation, d'autonomisation et de transparence dans les réponses politiques et programmatiques;

Nous appuyant sur les engagements et conclusions du Deuxième Sommet mondial pour le développement social, 2025, ainsi que sur les résultats des précédentes éditions de la Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants, en particulier ceux de la Cinquième Conférence mondiale, 2022, et de l'Appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants, dont la pertinence demeure entière et dont la mise en œuvre n'a pas encore été pleinement réalisée;

Reconnaissant que les situations de conflit armé accroissent le risque de travail des enfants et que la paix et la stabilité sont des conditions essentielles à l'élimination du travail des enfants;

Reconnaissant le défi émergent posé par l'exploitation en ligne des enfants, phénomène qui nécessite l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies réglementaires et d'intervention spécialisées capables d'assurer une prévention et une réponse efficaces;

Reconnaissant que la région africaine est une source d'innovation et de bonnes pratiques de portée mondiale dans la lutte contre le travail des enfants, mais que c'est également dans cette région que la prévalence et

¹ Ce document provisoire contient le texte du document final soumis par le comité de rédaction pour adoption par la Conférence mondiale

le nombre absolu d'enfants astreints au travail des enfants sont les plus élevés, et qu'une attention particulière portée à l'Afrique est urgente;

Alarmés par le fait que la cible 8.7 n'a pas été atteinte et qu'il y a encore 138 millions d'enfants astreints au travail des enfants, dont 54 millions effectuent des travaux dangereux et 79 millions sont âgés de 5 à 11 ans;

Soulignant l'importance d'accorder la priorité à l'élimination du travail des enfants dans les cadres internationaux de développement durable, y compris dans le programme pour l'après-2030 ;

Encourageant un renforcement de la coopération internationale fondée sur la solidarité et la responsabilité partagée afin de soutenir les efforts des pays du Sud global pour progresser vers l'élimination du travail des enfants de manière équitable, inclusive et durable.

I. Un engagement renouvelé

En dépit des progrès significatifs réalisés dans la lutte contre le travail des enfants, y compris la récente tendance à la baisse, la mobilisation internationale accrue, la ratification universelle de la convention n° 182, et la consolidation de partenariats innovants contre le travail des enfants, la cible 8.7 des Objectifs de développement durable demeure hors d'atteinte.

Les efforts menés ne suffisent pas à répondre à l'ampleur du défi et une évolution graduelle ne permet plus de garantir une réduction durable du travail des enfants. Face à ce constat intolérable, il est urgent de renforcer l'efficacité de notre action.

Dans un environnement marqué par les transitions démographiques et numériques, le changement climatique, l'aggravation des inégalités, la concomitance des crises politiques, économiques et humanitaires, ainsi qu'une instabilité croissante, la 6^e Conférence mondiale constitue un moment charnière pour que les partenaires s'engagent dans une transition vers une dynamique axée sur une action transformatrice. Il s'agit d'un changement de paradigme qui s'appuie sur les acquis récents et vise à renforcer la cohérence, l'efficacité et la portée des engagements existants, notamment par l'établissement d'indicateurs clairs et le suivi régulier des progrès.

Parallèlement, nous nous engageons à lancer un processus de consultation inclusif, réunissant l'ensemble des parties prenantes concernées, afin de convenir de délais réalistes pour l'élimination du travail des enfants et d'approches d'intervention adaptées aux contextes nationaux et régionaux, ce qui nous permettra de combler les lacunes identifiées en matière d'objectifs et de progresser vers l'élimination du travail des enfants dans les meilleurs délais.

II. Feuille de route à l'horizon 2030²

Nous nous engageons tous, d'ici à 2030, en tenant compte du rôle démontré et essentiel du dialogue social et de la coopération multisectorielle, à élaborer des solutions visant à éliminer le travail des enfants et à intensifier l'action afin de:

1. Parvenir à la ratification universelle de la convention n° 138:

- (a) en encourageant tous les États Membres de l'OIT à envisager de ratifier la convention n° 138 à envisager de le faire et, le cas échéant, à soutenir les efforts déployés par le Bureau international du Travail pour en promouvoir la ratification; et

² Ce document n'est pas contraignant.

- (b) en fournissant une assistance technique, selon que de besoin, aux États Membres qui n'ont pas encore ratifié la convention n° 138 afin de les aider à surmonter les éventuels obstacles à la ratification.

2. Mettre les cadres juridiques nationaux en conformité avec les dispositions des conventions nos 138 et 182, en particulier pour faire en sorte³:

- (a) que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ne soit pas inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, à l'exception des «travaux légers» conformément à la convention n° 138, ni en tout cas à 15 ans ou 14 ans, à titre de mesure transitoire, cette limite devant être progressivement relevée; et
- (b) que toutes les pires formes de travail des enfants soient interdites, y compris en interdisant le travail dangereux à toute personne âgée de moins de 18 ans, et qu'une liste de travaux dangereux interdits aux enfants élaborée et mise en œuvre après une consultation pleine et effective des partenaires sociaux, soit adoptée et régulièrement révisée, en mettant particulièrement l'accent sur les pires formes de travail des enfants associées à l'utilisation des technologies.

3. Assurer la mise en œuvre des conventions nos 138 et 182, notamment:

- (a) en adoptant et en mettant en œuvre des politiques nationales globales, multisectorielles et sensibles au genre en matière de travail des enfants, en prenant en compte la recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973, et la Recommandation (n° 190) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, de l'OIT, et l'importance d'un renforcement de la coopération et de l'assistance internationales en faveur des pays en développement;
- (b) en promouvant des approches intégrées fondées sur des zones géographiques, qui préviennent efficacement l'entrée des enfants dans toutes les formes de travail des enfants, facilitent leur retrait de ces situations et évitent leur passage d'une forme de travail des enfants à une autre;
- (c) en adoptant des mesures immédiates, efficaces et assorties de délais pour éliminer les pires formes de travail des enfants, notamment par l'adoption de mesures de préventives et protectrices, l'application de sanctions à l'encontre des auteurs, en tenant compte des opinions des enfants actuellement ou anciennement en situation de travail des enfants, en facilitant leur accès à des soins appropriés, à des services de santé mentale et de soutien psychosocial, et en prenant en considération la situation particulière des filles et en s'attaquant à la violence fondée sur le genre;
- (d) en renforçant les capacités des systèmes judiciaires et d'une inspection du travail disposant de ressources suffisantes, dotée d'effectifs adéquats et indépendante, par la formation continue des inspecteurs, la mise en place d'équipes spécialisées, une action coordonnée avec d'autres acteurs sociaux, y compris les systèmes communautaires d'observation et de suivi du travail des enfants, et la mise en œuvre de protocoles d'inspection adaptés aux nouvelles modalités de travail et au travail informel, en accordant la priorité à la lutte contre les pires formes de travail des enfants;
- (e) en intensifiant les efforts visant à lutter contre le travail des enfants dans le secteur du travail domestique et d'autres secteurs où les filles sont exposées de manière disproportionnée à des risques, en menant des activités sensibilisation et de plaidoyer pour faire évoluer les attitudes sociales et lutter contre l'acceptation généralisée du travail des enfants dans le secteur

³ Conformément à l'annexe, les informations relatives aux cadres juridiques nationaux, y compris les liens vers les listes nationales des travaux dangereux dans les pays qui les ont adoptées, seront disponibles et régulièrement mises à jour dans l'Observatoire du travail des enfants (CLO).

domestique, et en interdisant les travaux dangereux dans ce secteur, y compris les longues heures de travail et le travail de nuit;

- (f) en élaborant et en mettant en œuvre, dans le cadre d'un dialogue social solide, avec la participation des partenaires sociaux, y compris les enseignants et leurs organisations ainsi que les syndicats, des stratégies spécifiques pour des secteurs présentant une forte incidence du travail des enfants;
- (g) en s'attaquant à toutes les formes d'exploitation sexuelle commerciale des enfants, y compris celles facilitées par des moyens technologiques, par le renforcement de la coopération mondiale, le développement de mesures de protection axées sur la victime et sensibles au genre, conformément aux législations nationales, et la promotion de la conception et de l'utilisation responsables des technologies;
- (h) en intensifiant les efforts déployés pour mettre fin aux autres pires formes de travail des enfants, parmi lesquelles la traite d'enfants et la criminalité forcée, qui peut inclure la mendicité forcée et les activités illicites (y compris celles menées par des organisations criminelles) et leur exploitation dans des situations de conflit armé, notamment en prenant des mesures préventives contre leur recrutement forcé par des forces armées et des groupes armés par tous les moyens, conformément à la convention n° 182, article 3 (a) et (d);
- (i) en soulignant le caractère central et incontournable de l'enregistrement de tous les enfants, particulièrement ceux se trouvant dans des situations de vulnérabilité, en tant que mesure essentielle dans la reconnaissance formelle de leur existence, leur permettant d'accéder aux droits fondamentaux, notamment le droit à l'éducation et à la santé, ainsi que d'être protégés contre les violations de leurs droits, y compris le refoulement, le travail forcé ou le recrutement forcé par des forces armées et des groupes armés;
- (j) en améliorant les structures de gouvernance afin d'éliminer le travail des enfants conformément à la législation nationale, en renforçant la capacité de l'État à élaborer, coordonner et suivre des politiques et des actions intégrées, y compris la formulation et la mise en œuvre de stratégies nationales assorties d'orientations et d'objectifs clairs, la création d'organismes nationaux tripartites chargés de coordonner et de superviser les initiatives liées à cette question, et l'amélioration des systèmes de collecte, d'analyse et de diffusion des données sur la réalité du travail des enfants, afin de soutenir l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes, en mettant l'accent sur l'articulation horizontale et verticale des différents niveaux de gouvernement et en renforçant le tripartisme, en veillant à ce que les enfants aient le droit d'exprimer librement leurs opinions sur toutes les questions qui les concernent;
- (k) en intégrant l'objectif de prévention et d'élimination du travail des enfants dans des cadres d'action plus larges, notamment ceux qui concernent la réduction de la pauvreté, le commerce, la protection de l'enfance, la transition juste vers des économies écologiquement durables et la gouvernance des migrations;
- (l) en concevant et en mettant en œuvre des stratégies ciblées pour lutter contre le travail des enfants âgés de 5 à 11 ans, qui représentent la plus grande partie des enfants en situation de travail des enfants dans le monde, qui sont principalement employés dans l'agriculture en tant que main-d'œuvre familiale non rémunérée, et parmi lesquels les progrès ont été le plus lents, notamment en garantissant l'enregistrement universel des naissances et en renforçant les systèmes intégrés de protection de l'enfance;

- (m) reconnaissant que le travail des enfants trouve souvent son origine dans la pauvreté des ménages et dans des moyens de subsistance informels et de caractère familial, en particulier dans les pays en développement et les Pays les Moins Avancés, l'action prioritaire devrait se concentrer sur les efforts visant à réduire la pauvreté, afin de créer une sécurité des revenus, de garantir l'accès aux services publics essentiels et de protéger les enfants des travaux dangereux;
- (n) en décentralisant les efforts visant à éliminer le travail des enfants, notamment en allouant des ressources au développement et en rapprochant les services essentiels auprès des communautés touchées par le travail des enfants; en renforçant la collaboration avec les organisations de la société civile et les organisations représentatives des petits producteurs, y compris les coopératives; en aidant les communautés à mettre en place des solutions locales, en particulier pour identifier les enfants en situation de travail des enfants et les adresser aux services compétents; en établissant des liens entre l'inspection du travail et les systèmes communautaires d'observation et de suivi du travail des enfants; en investissant dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, le réseau électrique et d'autres infrastructures qui, lorsqu'elles font défaut, sont des facteurs déterminants du travail des enfants, en particulier dans les zones rurales et reculées;
- (o) en promouvant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, ainsi que les mécanismes de coopération multipartite, multilatérale, mondiale et régionale, tels que l'Alliance 8.7, l'Initiative Régionale Amérique Latine et les Caraïbes sans Travail des Enfants, les processus de coopération régionale sous l'égide de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), l'Initiative sud-asiatique pour mettre fin à la violence envers les enfants (SAIEVAC), le Plan d'action décennal de l'Union Africaine pour l'éradication du travail des enfants, du travail forcé, de la traite des êtres humains et de l'esclavage moderne, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et la mise en œuvre et le suivi du Code de conduite de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sur le travail des enfants;
- (p) en respectant, en promouvant et en concrétisant un milieu de travail sûr et salubre pour tous, notamment par le biais de politiques publiques visant à soutenir la création d'emplois formels, la sécurité et la santé au travail, ainsi que la formation professionnelle des adolescents en âge de travailler, en assurant la transition entre l'école et le monde du travail, ainsi qu'en encourageant le partage des connaissances et des meilleures pratiques sur une base volontaire et mutuellement convenue, en particulier entre les pays développés et les pays en développement;
- (q) en mettant fin au travail des enfants dans les situations humanitaires en prenant des mesures décisives pour combattre et prévenir le recrutement forcé d'enfants aux fins de leur utilisation dans les conflits armés, conformément à la législation nationale, et en assurant une coordination et une collaboration effectives entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement à tous les niveaux afin de renforcer les mesures de prévention et d'intervention en matière de travail des enfants dans les situations d'urgence; et
- (r) en mettant fin au travail des enfants parmi les enfants migrants, y compris ceux exposés à des réseaux de traite qui les exploitent comme travailleurs domestiques, dans l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, le trafic de drogues et d'autres activités criminelles transnationales.

4. Mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture, notamment:

- (a) en fournissant des ressources à l'Alliance internationale de coopération sur le travail des enfants dans l'agriculture (IPCCLA) pour l'élaboration d'une stratégie mondiale inclusive afin de mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture, y compris dans des sous-secteurs difficiles d'accès tels que la pêche et l'aquaculture, et en renforçant la coopération entre les acteurs de l'agriculture et

d'autres acteurs de l'économie rurale à tous les niveaux, notamment par la promotion des Principes directeurs de l'OIT pour la promotion du travail décent dans l'industrie agroalimentaire et de la convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921, la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001;

- (b) en favorisant les économies rurales et l'augmentation de la productivité afin de réduire la pauvreté, notamment en investissant dans les infrastructures et services, la logistique et les technologies pour améliorer l'efficacité, favoriser des pratiques agricoles climato-compatibles et plus sûres, en encourageant l'utilisation appropriée des intrants agricoles et en attirant les travailleurs agricoles; et
- (c) en promouvant l'accès des populations rurales à l'inspection du travail, à l'éducation, à la santé, aux services de protection sociale, au soutien à la formalisation, et en soutenant l'organisation des travailleurs ruraux, les coopératives et les associations qui permettent aux communautés de renforcer leur pouvoir collectif et de garantir des moyens de subsistance alternatifs.

5. Assurer des ressources supplémentaires provenant de diverses sources pour l'élimination du travail des enfants et renforcer la coordination et la coopération internationale, notamment:

- (a) en promouvant la coopération dans la lutte contre le travail des enfants dans le cadre du commerce international ;
- (b) en promouvant la collaboration avec les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, le FMI et d'autres institutions pertinentes des Nations Unies, afin qu'elles intègrent systématiquement l'élimination du travail des enfants dans leurs programmes et leurs dialogues politiques; et
- (c) en promouvant la collaboration entre les initiatives, programmes et projets axés sur l'élimination du travail des enfants, y compris en garantissant un soutien financier durable à des initiatives qui renforcent la capacité des pays en développement et des Pays les Moins Avancés à intensifier et à mettre en œuvre efficacement ces efforts.

6. Promouvoir le travail décent pour les adultes et les jeunes et lutter contre l'informalité, notamment:

- (a) en intensifiant les efforts visant à promouvoir, respecter et réaliser les principes et droits fondamentaux au travail et en garantissant des conditions de travail décentes grâce à une approche intégrée, y compris le respect de la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit à la négociation collective pour tous les travailleurs, en tant que moyens essentiels pour s'attaquer aux causes structurelles du travail des enfants;
- (b) en renforçant le dialogue social et la négociation collective, en donnant plus de pouvoir aux institutions chargées de fixer les salaires, en promouvant un salaire minimum adéquat, légal ou négocié, et une progression graduelle du salaire minimum vers un salaire vital, en tenant compte des circonstances nationales et des facteurs économiques, en concordance avec les conclusions de la Réunion d'experts de l'OIT sur les politiques salariales, y compris le salaire vital, conformément à la législation nationale;
- (c) en promouvant la mise en œuvre de la Recommandation de l'OIT (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, en tenant compte de la Résolution de 2025 relative à la discussion générale concernant les moyens de remédier à l'informalité et de

promouvoir la transition vers la formalité en faveur du travail décent, ainsi que de la Recommandation de l'OIT (n° 193) sur la promotion des coopératives, 2022;

- (d) en soutenant l'accès des jeunes à des opportunités de travail décent, grâce à leur participation à des programmes d'apprentissage, de développement des compétences et de formation professionnelle; en tant que moteurs clés de la productivité, de l'employabilité et du développement des entreprises; et
- (e) en créant un environnement propice permettant aux entreprises durables, en particulier aux microentreprises ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises, de prospérer, d'investir et de créer des opportunités de travail décent.

7. Garantir l'accès universel à une éducation de base gratuite, obligatoire, inclusive et équitable de qualité jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, et encourager la poursuite de l'offre de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie au-delà de cet âge, notamment:

- (a) en reconnaissant que les enseignants sont le facteur le plus influent sur les résultats scolaires et en investissant dans des politiques qui garantissent que chaque enfant reçoive un enseignement par un professeur qualifié, soutenu et motivé, notamment en s'efforçant pour que les salaires des enseignants soient compétitifs par rapport à ceux d'autres professions exigeant des qualifications similaires et en offrant un développement professionnel continu; et
- (b) en associant les enseignants et leurs organisations représentatives à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques visant à éliminer le travail des enfants grâce à un dialogue social constructif, y compris la négociation collective.

8. Promouvoir l'accès universel à la protection sociale, notamment:

- (a) en fournissant des socles de protection sociale conformément à la convention (n° 102) de l'OIT concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, la recommandation (n° 202) de l'OIT sur les socles de protection sociale, 2012, ainsi qu'avec la Déclaration politique de Doha de 2025, en accordant une attention particulière aux zones rurales et à l'inclusion de tous les travailleurs, y compris ceux de l'économie informelle;
- (b) en mettant en place et en renforçant l'accès à des systèmes de protection sociale complets, adéquats, universels et financièrement durables, y compris des prestations universelles destinées aux enfants ainsi que d'autres mesures telles que la couverture de maladie universelle, l'assurance sociale, les programmes d'alimentation scolaire ou d'autres formes de soutien basés sur les circonstances et capacités nationales spécifiques et adaptés aux besoins divers; et
- (c) en renforçant le rôle des travailleurs sociaux dans la promotion de l'accès à l'aide et à la protection sociale pour les groupes vulnérables, en particulier les enfants exposés au risque de travail des enfants, les enfants actuellement ou anciennement en situation de travail des enfants, ainsi que leurs familles et leurs communautés.

9. Mettre fin au travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement nationales et mondiales, notamment:

- (a) en soutenant les entreprises dans la mise en œuvre d'une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme conformément à la Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale, et aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme;

- (b) en promouvant des pratiques d'achat et d'approvisionnement responsables qui favorisent le travail décent, et respectent les principes et droits fondamentaux au travail;
- (c) en complétant les efforts de diligence raisonnable dans la chaîne d'approvisionnement en promouvant et en soutenant des approches intégrées par zone géographique qui s'attaquent aux causes structurelles du travail des enfants, renforcent les systèmes locaux de protection de l'enfance et atteignent les niveaux les plus bas de la chaîne d'approvisionnement, y compris les secteurs informels et non réglementés, grâce à la collaboration entre les gouvernements, les entreprises, les organisations d'employeurs et de travailleurs et la société civile;
- (d) en élaborant des législations et des politiques nationales et internationales qui encouragent une culture d'entreprise engagée en faveur des droits de l'homme pour la prévention et l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement;
- (e) en créant un environnement propice aux entreprises durables, y compris les microentreprises ainsi que les petites et moyennes entreprises; et
- (f) en promouvant le partage des meilleures pratiques en matière de diligence raisonnable et la collaboration multipartite et/ou sectorielle.

III. Mesure des progrès accomplis

Cette feuille de route s'inscrit dans la continuité de l'Appel à l'action de Durban et doit être mise en œuvre conjointement avec celui-ci. Nous suivrons les progrès accomplis et nous rendrons compte de sa mise en œuvre:

1. selon qu'il conviendra, aux organes de contrôle de l'OIT, sur l'application des conventions n^{os} 138 et 182, ainsi que sur les progrès accomplis au regard des procédures d'examen annuel au titre du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail (1998), telle qu'amendée en 2022;
2. sur les progrès accomplis vers la concrétisation de la cible 8.7 des Objectifs de développement durable et des cibles 1.3 et 4.1, y compris dans le contexte du Cadre de responsabilisation pour les pays pionniers de l'Alliance 8.7; du Cadre d'action Éducation 2030 de l'UNESCO; de l'Initiative Régionale Amérique Latine et les Caraïbes sans Travail des Enfants et d'autres initiatives régionales et sous-régionales, notamment celles mises en place par la SAIEVAC, l'ASEAN, l'Union africaine, la SADC, et la CEDEAO;
3. dans le cadre de l'appui apporté à la mise en œuvre des systèmes d'observation et de suivi, ainsi que de remédiation, du travail des enfants dans les communautés touchées; et
4. en fournissant des informations à l'Observatoire du travail des enfants de l'OIT (CLO).

En outre, nous veillerons à ce que l'OIT continue de suivre les progrès aux niveaux mondial et national, notamment au moyen de ses estimations mondiales, de ses rapports au niveau des pays et de ses travaux analytiques, en utilisant les indicateurs de l'annexe.

Annexe

Les indicateurs ci-après seront utilisés par l'OIT pour suivre la mise en œuvre des engagements convenus. Les sources de vérification des données sont :

- l'Observatoire du travail des enfants, créé à la suite de l'Appel à l'action de Durban, qui comprend les profils nationaux de tous les États Membres de l'OIT, dérivés des informations accessibles au public sur les sites web de l'OIT et des États Membres, et qui ont été soumis aux États Membres pour examen et validation;
- les autres bases de données de l'OIT;
- les bureaux extérieurs de l'OIT; et
- la Base de données de l'ONU sur les indicateurs des objectifs de développement durable (ODD).

Les informations sur tous les indicateurs seront mises à jour annuellement et publiées sur l'Observatoire. Le Bureau préparera un rapport à l'intention du Conseil d'Administration de l'OIT, sans préjudice de son processus de fixation d'ordre du jour.

Indicateurs

	Point d'action pertinent issu du Cadre d'action de Marrakech et de l'Appel à l'action de Durban (AAD)	Indicateur	Source de vérification	Mandants de l'OIT, agences de l'ONU et autres parties prenantes concernées
1	Cadre d'action de Marrakech: Point II.1.	Ratification de la convention n° 138. <u>Situation actuelle</u> : 177 <u>Cible 2030</u> : 187	Base de données NORMLEX de l'OIT	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT.
2	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 3. (a). AAD: Point C; Point 41; Point 44.	Pourcentage d'États Membres ayant adopté une politique nationale sur le travail des enfants. <u>Situation actuelle</u> : 27% <u>Cible 2030</u> : 100%	Observatoire du travail des enfants	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, UNICEF.
3	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 3. (j) AAD: Point A; Point 27; Point 42; Point 44.	Existence d'un mécanisme actif de coordination sur le travail des enfants à l'échelon national (auquel sont associés au moins deux ministères). <u>Situation actuelle</u> : à déterminer <u>Cible 2030</u> : à déterminer	OIT	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, UNICEF.
4	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 2. (a). AAD: Point 28.	Pourcentage d'États Membres où l'âge minimum d'admission au travail ou à l'emploi n'est pas inférieur à l'âge	Observatoire du travail des enfants	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de

		auquel la scolarité obligatoire prend fin. <u>Situation actuelle:</u> 59% <u>Cible 2030:</u> 100%		travailleurs, société civile, OIT, UNICEF.
5	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 2. (b); Point II. 3. (c), (d), (h). AAD: Point I; Point III; Point C.	Pourcentage d'États Membres où toutes les pires formes de travail des enfants sont interdites. <u>Situation actuelle:</u> 70% <u>Cible 2030:</u> 100%	Observatoire du travail des enfants	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, UNICEF.
6	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 2. (b). AAD: Point 2; Point 16.	Pourcentage d'États Membres ayant une liste de travaux dangereux <u>Situation actuelle:</u> 73% <u>Cible 2030:</u> 100%	Observatoire du travail des enfants	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, UNICEF.
7	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 3. (b), (c) (e), (j), (k), (l), (m) Point II. 4. (a).	Indicateur 8.7.1 des ODD - Proportion d'enfants engagés dans des activités économiques ou des tâches ménagères (%) (par sexe et par groupe d'âge). <u>Situation actuelle:</u> à mesurer au niveau national <u>Cible 2030:</u> 0	Base de données de l'ONU sur les ODD	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, FAO, OIT, UNICEF.
8	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 3. (b), (c), (e), (j), (k), (l), (m) Point II. 4. (a).	Indicateur 8.7.1 des ODD - Proportion d'enfants engagés dans des activités économiques (%) (par sexe et par groupe d'âge). <u>Situation actuelle:</u> à mesurer au niveau national <u>Cible 2030:</u> 0	Base de données de l'ONU sur les ODD	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, FAO, OIT, UNICEF.
9	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 3. (i), (l). AAD: Point 20.	Indicateur 16.9.1 des ODD - Proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrés par une autorité d'état civil, par âge. <u>Situation actuelle:</u> à mesurer au niveau national <u>Cible 2030:</u> 100%	Base de données de l'ONU sur les ODD	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, UNICEF.

10	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 2. (a). Point II. 4. (c) Point II. 7. (a), (b) AAD: Point 28.	Indicateur 4.1.2 des ODD – Taux d'achèvement (enseignement primaire, premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire). <u>Situation actuelle:</u> à mesurer au niveau national <u>Cible 2030:</u> 100%	Base de données de l'ONU sur les ODD	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, UNICEF.
11	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 7. (a), (b) AAD: Point 34.	Pourcentage d'États Membres ayant atteint les objectifs fixés dans le Cadre d'action Éducation 2030 de l'UNESCO. <u>Situation actuelle:</u> 50% <u>Cible 2030:</u> 100%	Base de données de l'ONU sur les ODD	Gouvernements, Organisations d'employeurs, Organisations de travailleurs, Société civile, OIT, UNESCO, UNICEF
12	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 4. (c) Point II. 8. (a), (b), (c). AAD: Point 35 – 40.	Indicateur 1.3.1 des ODD - Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale. <u>Situation actuelle:</u> à mesurer au niveau national <u>Cible 2030:</u>	Base de données de l'ONU sur les ODD	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, UNICEF, WHO.
13	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 3. (d); Point II. 6; Point II. 8. (a); Point II. 9. (c). AAD: Point 5.	Indicateur 8.3.1 des ODD - Proportion de l'emploi informel dans l'emploi total, par sexe et par secteur (%) (par sexe et par activité économique). <u>Situation actuelle:</u> <u>Cible 2030:</u>	Base de données mondiale sur les ODD	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, société civile, OIT, FAO.
14	Cadre d'action de Marrakech: Point II. 6. (a), (b); Point II. 7. (b) AAD: Point 4.	Indicateur de l'ODD 8.8.2 – Niveau de conformité nationale avec la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit à la négociation collective. <u>Situation actuelle :</u> <u>Cible 2030 :</u>	Base de données mondiales sur les ODD	Gouvernements, organisations d'employeurs, organisations de travailleurs, OIT.